



# TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

## LE TAUX DE CHOMAGE FRANCILIEN AU PLUS BAS DEPUIS 2009 MALGRE UN CONTEXTE RALENTI

L'année 2018 s'est terminée sur un bilan mitigé puisque, comme au trimestre précédent, l'économie francilienne a cumulé à la fois des signaux défavorables et des tendances positives. Ainsi, le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté pour le troisième trimestre consécutif (+ 9,8 % en glissement annuel). Par ailleurs, les mouvements sociaux ont pesé sur l'activité de nombreux secteurs économiques ; le nombre de nuitées dans l'hôtellerie francilienne a notamment subi un repli de 2,7 % en décembre, le premier après 25 mois d'augmentation ininterrompue. En contrepartie, le volume total des créations d'entreprises est toujours très élevé dans la région (+ 18,8 % sur l'ensemble de 2018 par rapport à 2017). Parallèlement, le volume de l'emploi salarié privé continue à augmenter dans la région (plus de 20 000 créations nettes au dernier trimestre de 2018), ce qui a conduit le taux de chômage francilien à 7,6 % fin 2018, soit son niveau le plus bas depuis le printemps 2009.

### Conjoncture française

Après avoir été cantonnée à + 0,2 % aux premier et deuxième trimestres 2018, la croissance hexagonale a retrouvé un semblant de tonus en seconde partie d'année en ressortant à + 0,3 % aux troisième et quatrième trimestres. Ces niveaux très inférieurs à ceux de 2017 (au moins + 0,6 % au cours de chacun des trimestres) ont conduit la croissance sur l'ensemble de 2018 à + 1,6 % seulement, soit une hausse très inférieure aux + 2,3 % de l'année précédente. Dans ce contexte ralenti, la France crée moins d'emplois mais le nombre d'emplois salariés privés a continué à augmenter au quatrième trimestre 2018 (+ 50 727) ; au final, les créations nettes se sont ainsi élevées à quelque 160 000 sur l'ensemble de 2018, soit deux fois moins qu'en 2017. Malgré tout, le taux de chômage en France métropolitaine (8,5 % de la population active en moyenne au quatrième trimestre 2018) est au plus bas depuis 10 ans.

### Tendances à court terme

Les toutes dernières informations disponibles concernant l'Île-de-France montrent que l'activité est repartie à la hausse début 2019. Ainsi, l'activité industrielle francilienne a certes dû attendre février mais a alors enregistré un net rebond après trois mois moroses ; pénalisés fin 2018 par le climat social, les services marchands ont également redémarré, notamment dans les transports, dans la restauration et dans les activités de conseil. Malgré tout, l'environnement macroéconomique est globalement moins porteur ces derniers mois, aussi bien dans la zone euro qu'au niveau mondial ; par ailleurs, le flou qui perdure autour des conditions du Brexit entretient une incertitude peu propice à l'activité économique ; qui plus est, la remontée du prix du pétrole (le cours du Brent flirte avec les 70 \$) pourrait à nouveau rogner le pouvoir d'achat des ménages et les marges des entreprises.

# Indice de la production nationale industrielle

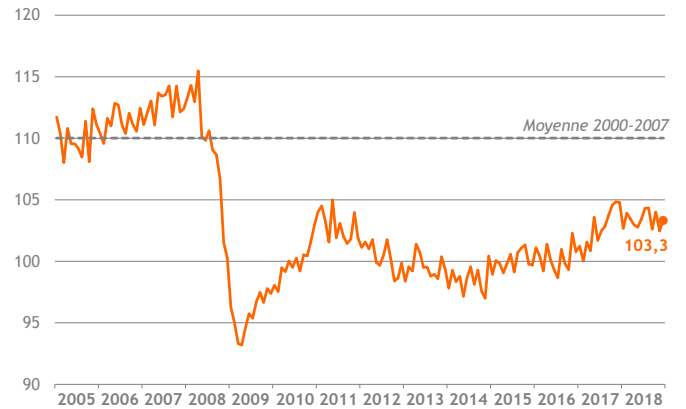
## 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - glissement annuel

**- 1,4 %**

Alors qu'elle avait été favorablement orientée en 2016 et en 2017, la production industrielle hexagonale a été à la peine tout au long de 2018. Ainsi, au quatrième trimestre 2018, non seulement l'Indice de la Production Industrielle (IPI) a diminué de 0,5 % par rapport au trimestre précédent, mais il s'est surtout avéré inférieur de 1,4 % à son niveau du quatrième trimestre 2017. Par ailleurs, si l'IPI est resté éloigné des creux dans lesquels il était englué de 2012 à 2014 (+ 3,9 % en décembre dernier par rapport à la moyenne de janvier 2012 à décembre 2014), il n'a toujours pas retrouvé les plus hauts qu'il avait atteints après le rebond post-récession de 2008-2009 (105,0 au maximum en mai 2011). Tous les secteurs ont été en difficulté fin 2018 même s'il est à souligner que la fabrication de matériels de transport est restée orientée à la hausse en glissement annuel (+ 0,4 % par rapport au quatrième trimestre 2017).

## Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

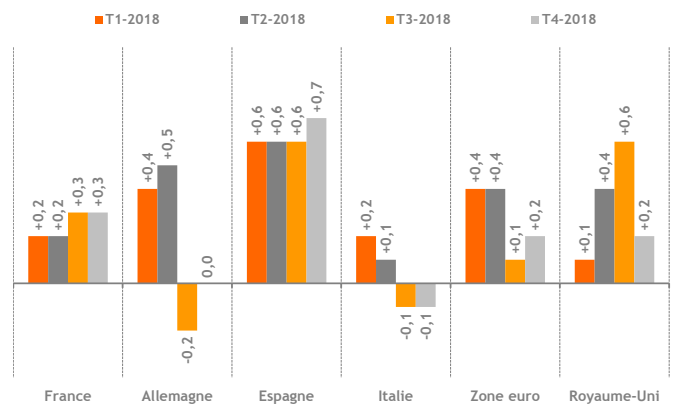
# La conjoncture européenne

## 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - PIB de la zone euro

**+ 0,2 %**

La croissance européenne est restée modeste au quatrième trimestre 2018 et a été tout juste supérieure à celle du trimestre précédent ; ainsi, fin 2018, le PIB a crû de seulement 0,2 % dans la zone euro (après + 0,1 % au troisième trimestre 2018). Parmi les principales économies continentales, seule la croissance espagnole (+ 0,7 %) est restée soutenue ; comme au trimestre précédent, la performance française (+ 0,3 %) a, pour sa part, été supérieure à celle de l'Allemagne, le PIB allemand s'étant tout juste stabilisé fin 2018 ; l'Italie est, quant à elle, tombée en « récession technique » après avoir enregistré une nouvelle baisse de 0,1 % de son PIB. Hors zone euro, la croissance britannique a de nouveau marqué le pas (+ 0,2 %) alors qu'elle avait retrouvé du tonus mi-2018. Parallèlement, le reflux du taux de chômage s'est poursuivi : en décembre dernier, le taux s'est établi à 7,9 % en zone euro (soit son plus faible niveau depuis octobre 2008) et à 6,6 % dans l'Union européenne.

## Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays de l'Union européenne



Source : Eurostat

# Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
<b>Superficie</b> (en km <sup>2</sup> )	12 012	543 965	2,2 %
<b>Nombre de communes</b>	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
<b>Population</b> (en millions - au 1 <sup>er</sup> janv. 2019 - Insee)	12,2	67,0 (France métrop. : 64,8)	18,2 % (18,8 %)
<b>Densité de la population au km<sup>2</sup></b>	1 017	123	-
<b>PIB 2015</b> (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
<b>PIB/habitant 2015</b> (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
<b>PIB/emploi 2015</b> (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
<b>Emplois salariés privés</b> (4 <sup>e</sup> trimestre 2018 - Insee Ile-de-France)	4 784 117	19 462 247	24,6 %
<b>Taux de chômage</b> (4 <sup>e</sup> trimestre 2018 - Insee Ile-de-France)	7,6 %	8,8 % (France métrop. : 8,5 %)	-

# Emploi salarié privé

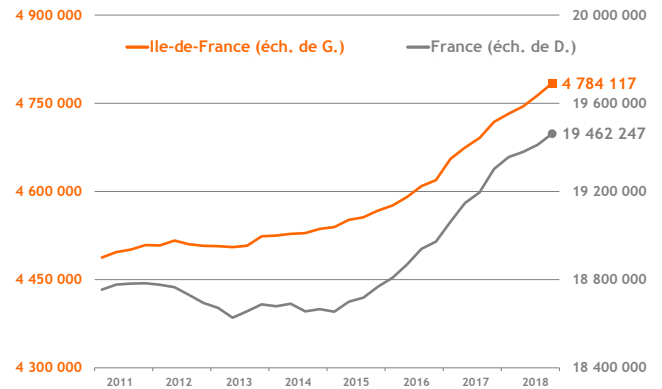
## 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - glissement annuel

**+ 1,4 %**

L'emploi en Ile-de-France est resté favorablement orienté au quatrième trimestre 2018. Ainsi, comme au trimestre précédent, l'emploi salarié privé a augmenté de 0,4 % sur un trimestre, soit plus de 20 000 créations nettes. La variation en glissement annuel s'est quant à elle élevée à + 1,4 % et est donc moins soutenue qu'un an auparavant (la hausse avait atteint + 2,1 % au quatrième trimestre 2017). Au plan sectoriel, une fois n'est pas coutume, les évolutions dans la région ont été toutes positives : ainsi, l'emploi salarié privé francilien a crû dans la construction (+ 0,7 % sur un trimestre), dans le tertiaire marchand (+ 0,4 %) et, ce qui est plus inhabituel, dans l'industrie (+ 0,3 %). Par ailleurs, la tendance sur le marché francilien est apparue plus dynamique qu'au niveau national où l'emploi a augmenté de 0,3 % sur un trimestre mais de seulement 0,8 % sur un an.

## Emploi salarié privé

(données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

# Demande d'emploi

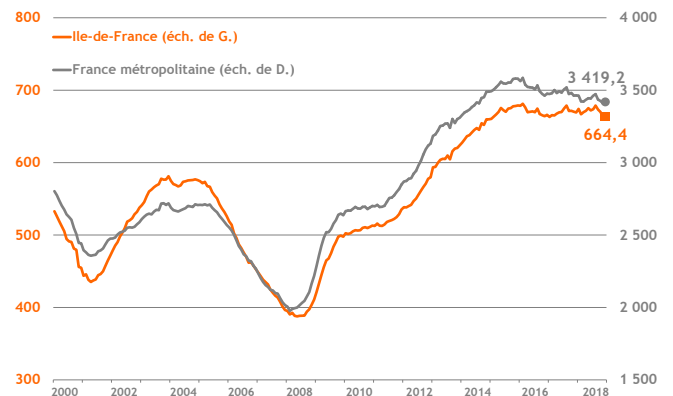
## décembre 2018 - glissement annuel

**- 0,7 %**

Malgré les créations nettes d'emplois enregistrées, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A reste à un niveau très élevé en Ile-de-France. Ainsi, en décembre 2018, il s'élevait à 664 410 dans la région, soit environ 17 000 unités de moins qu'en février 2016 lorsque la courbe des DEFM laissait entrevoir de premiers signes d'inversion ; les demandeurs d'emploi franciliens sont, par conséquent, encore 276 680 de plus qu'au printemps 2008. Malgré tout, les tendances récentes sont favorables : le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A en Ile-de-France s'est en effet réduit de 0,7 % entre décembre 2017 et décembre dernier et il côtoie de nouveau ses derniers points bas atteints tout début 2017 (663 070 en janvier 2017). Au plan national, l'évolution du marché du travail est également positive mais le nombre de DEFM s'y est réduit de 4,6 % depuis février 2016 (contre - 2,5 % dans la région-capitale) et est au plus bas depuis l'été 2014.

## Demande d'emploi en fin de mois

(catégorie A, données cvs)



Source : Dares

**Note :** les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

# Taux de chômage

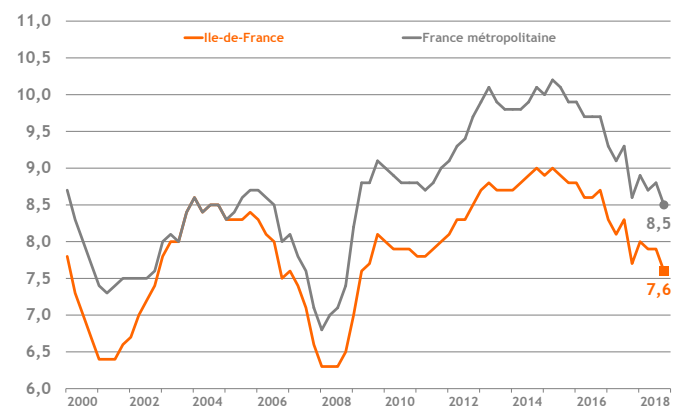
## 4<sup>e</sup> trimestre 2018

**7,6 %**

Très hésitante au cours des trimestres précédents, l'évolution du taux de chômage francilien est nettement repartie à la baisse fin 2018 ; ainsi, le taux régional s'est réduit de 0,3 point en moyenne sur l'ensemble du quatrième trimestre 2018 pour atteindre 7,6 %. Par conséquent, la baisse cumulée depuis le dernier point haut de la série à l'été 2015 est désormais de 1,4 point et le taux de chômage régional est au plus bas depuis le printemps 2009. Ces tendances favorables doivent toutefois être nuancées ; d'une part, la diminution sur un an est cantonnée à 0,1 point et, surtout, le taux de chômage francilien est encore supérieur de 1,3 point à son niveau d'avant-crise (6,3 % début 2008). L'évolution observée au plan national est assez similaire : le taux de chômage (8,5 % en France métropolitaine) y a également diminué de 0,3 point mais la hausse depuis la récession de 2008-2009 (+ 1,7 point) y est restée plus importante qu'en Ile-de-France.

## Taux de chômage

(données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

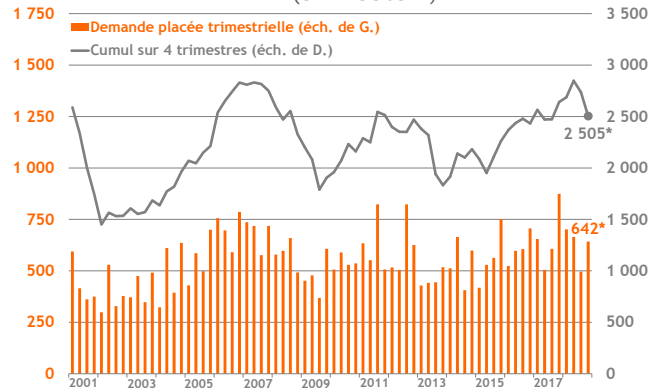
# Immobilier d'entreprises

## 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - Surfaces de bureaux commercialisés

**642 000 m<sup>2</sup>**

L'évolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France au quatrième trimestre 2018 peut être analysée sous deux angles différents. Tout d'abord, à 642 000 m<sup>2</sup>, les surfaces de bureaux commercialisés se sont repliées de 26,6 % comparativement au quatrième trimestre 2017. Toutefois, cette comparaison se fait par rapport à un volume extrêmement élevé (il s'agit du niveau trimestriel le plus conséquent jamais constaté) et doit donc être relativisée ; par conséquent, il convient de plutôt voir les 642 000 m<sup>2</sup> placés fin 2018 comme un rebond après le coup d'arrêt du trimestre précédent, le premier sous les 500 000 m<sup>2</sup> depuis début 2015. Sur l'ensemble de l'année écoulée, les commercialisations de bureaux dans la région se sont réduites de 5,2 % par rapport à 2017 mais ont malgré tout atteint le cap des 2,5 millions de mètres carrés ; par ailleurs, l'offre immédiate est passée, pour la première fois depuis 2008, sous les 3,0 millions de mètres carrés et le taux de vacance des bureaux franciliens (5,1 %) a retrouvé son point bas de 2007.

**Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France**  
(en milliers de m<sup>2</sup>)



Source : GIE Immostat  
\* : données provisoires pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2018

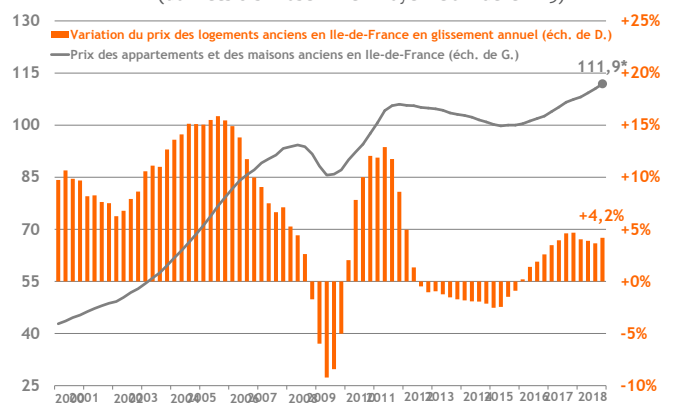
# Prix des logements anciens

## 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - Prix des logements anciens - glissement annuel

**+ 4,2 %**

Dans la continuité de l'évolution observée depuis le second semestre de 2015, le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) en Ile-de-France a augmenté au quatrième trimestre 2018 (+ 1,3 % par rapport au trimestre précédent). Même si le mouvement haussier actuel reste moins soutenu que ceux observés avant-crise ou lors de la période post-récession de 2008-2009, la variation sur un an qui avait tendance à se modérer depuis plusieurs trimestres a rebondi et s'est élevée à + 4,2 % fin 2018 (contre + 3,7 % au trimestre précédent). Par conséquent, la remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 atteint désormais 12,1 % ; il est à souligner que cette tendance haussière depuis mi-2015 est restée principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements (+ 14,1 % contre + 8,2 % pour les maisons).

**Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France**  
(données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee Ile-de-France  
\* : données provisoires pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2018

# Emploi intérimaire

## décembre 2018 - glissement annuel

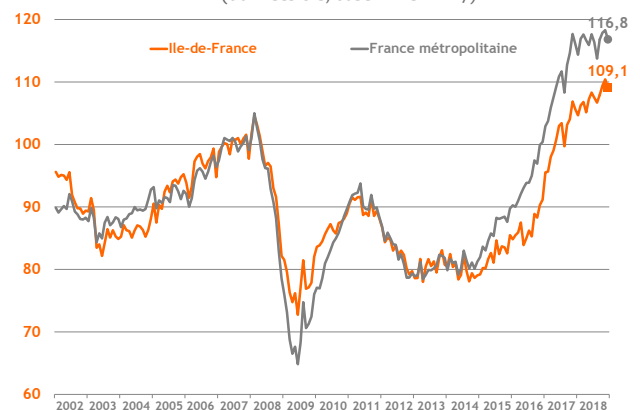
**+ 3,3 %**

L'emploi intérimaire a représenté 134 089 équivalents temps plein (ETP) en Ile-de-France en décembre 2018, soit une hausse de 3,3 % par rapport au même mois de 2017. Si le nombre d'emplois intérimaires en ETP dans la région continue à croître, son évolution est malgré tout moins soutenue qu'en 2016 et 2017 et s'avère plus hésitante : + 1,4 % sur un mois en octobre et + 0,9 % en novembre mais - 1,2 % en décembre.

Pour autant, le marché de l'intérim semble moins à la peine ces derniers mois en Ile-de-France qu'au plan national : en effet, le volume de l'emploi intérimaire en France métropolitaine stagne quasiment depuis un an et, en décembre dernier, il était même inférieur de 0,7 % à son dernier point haut de novembre 2017.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

**Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein**  
(données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

# Créations d'entreprises

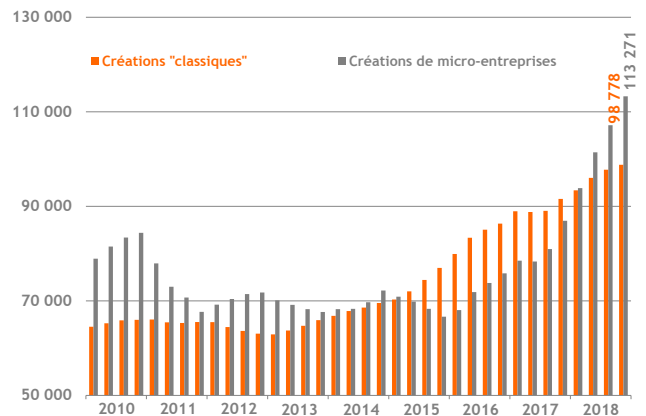
## créations d'entreprises - 4<sup>e</sup> trimestre 2018

**58 507**

Quelque 58 500 entreprises ont été créées en Ile-de-France au quatrième trimestre 2018. Ce volume a représenté une nouvelle forte augmentation en glissement annuel : ainsi, après des hausses avoisinant les 20,0 % lors des quatre trimestres précédents, le total des créations dans la région a augmenté fin 2018 de 13,9 % sur un an. Au final, le nombre de créations d'entreprises sur l'ensemble de 2018 aura été supérieur de 18,8 % à celui de 2017 ; l'évolution des créations sous le régime de micro-entrepreneur a été particulièrement dynamique l'an dernier (+ 30,3 %) tandis que celle des créations « classiques » était plus modérée (+ 7,9 %). A l'échelle nationale, le volume total de créations d'entreprises a également été orienté à la hausse en 2018 (+ 16,9 %) et, là aussi, le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs a fortement crû (+ 27,5 % contre + 9,6 % pour les créations « classiques »).

Note : le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui des micro-entrepreneurs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Créations d'entreprises en Ile-de-France**  
(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

# Défaillances d'entreprises

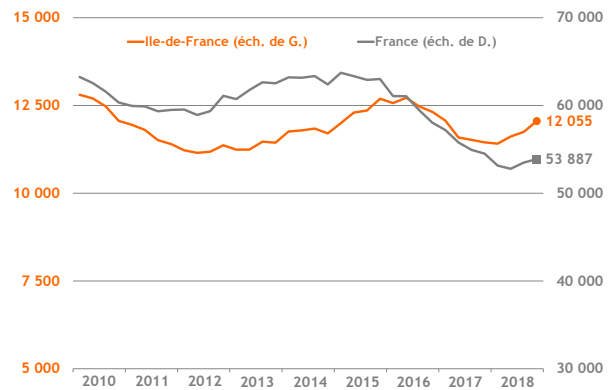
## 4<sup>e</sup> trimestre - glissement annuel

**+ 9,8 %**

En repli en 2016 et 2017, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France est reparti à la hausse en 2018. Ainsi, après avoir déjà crû de 7,1 % en glissement annuel au printemps 2018 puis de 5,9 % pendant l'été, le volume des défaillances dans la région a augmenté de 9,8 % au quatrième trimestre 2018 par rapport au même trimestre de 2017. Même si cette remontée peut être relativisée compte tenu du niveau élevé des créations d'entreprises ces dernières années, le nombre de défaillances dans la région-capitale n'en a pas moins augmenté de 5,3 % sur l'ensemble de 2018 et reste surtout très supérieur à ses niveaux d'avant la récession de 2008-2009. Au niveau national, le nombre de défaillances a également crû au quatrième trimestre 2018 (+ 2,8 % en glissement annuel) mais a malgré tout diminué sur l'ensemble de l'année (- 1,2 % par rapport à 2017).

**Défaillances d'entreprises**

(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

# Dépenses de consommation des ménages

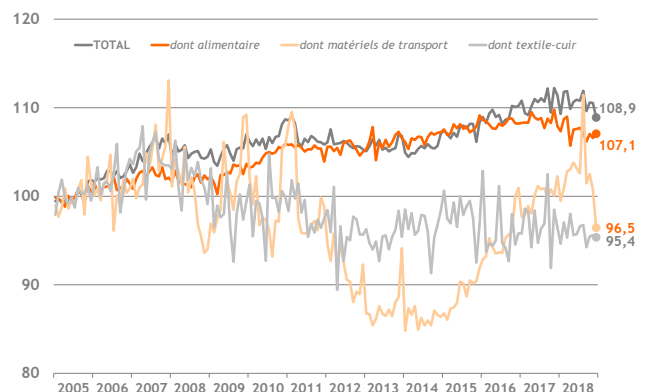
## 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - glissement annuel

**- 0,9 %**

A la peine depuis fin 2017, l'évolution des dépenses de consommation en biens des ménages français a de nouveau été décevante au quatrième trimestre 2018. Ainsi, la consommation a non seulement diminué de 0,7 % sur un trimestre mais aussi de 0,9 % sur un an. Le niveau de l'inflation (jusqu'à + 2,3 % au cours de l'été 2018 et, malgré une décélération, encore + 1,6 % en décembre dernier) et, notamment, celui du prix de l'énergie, ont pesé sur le pouvoir d'achat et sur les dépenses des ménages ; les mouvements sociaux enclenchés le 17 novembre 2018 ont également pu retarder certains achats. Les tendances ont été globalement homogènes d'un bien à l'autre ; les dépenses en matériels de transport se sont repliées de 1,1 % sur un an au quatrième trimestre 2018 tandis que les achats en biens alimentaires se contractaient dans le même temps de 1,6 %.

**Indices du volume des ventes de biens en France**

(données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee



# Commerce extérieur

## exportations - 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - glissement annuel

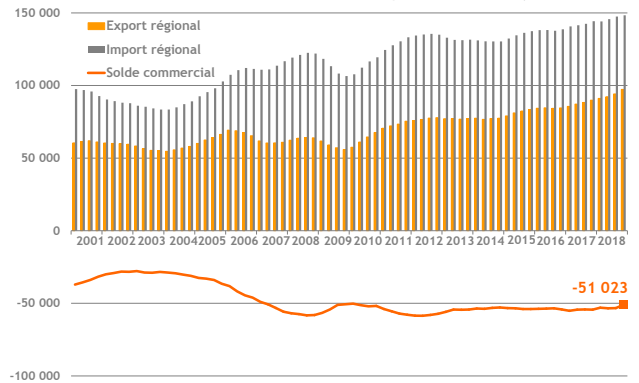
**+ 13,3 %**

Malgré un contexte international morose, les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont augmenté de 13,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2018 ; cette hausse s'est inscrite dans la lignée de celles déjà observées au cours des trimestres précédents (+ 9,0 % notamment au trimestre précédent). Le taux de change de l'euro face au dollar (la devise européenne a oscillé autour de 1,15 \$ tout au long du quatrième trimestre 2018 qu'elle avoisinait 1,25 \$ début 2018) constitue un élément favorable à la bonne tenue des exportations franciliennes. Les importations ont également augmenté fin 2018 mais plus modérément (+ 2,2 % par rapport au quatrième trimestre 2017). Malgré tout, le déficit commercial francilien est resté supérieur à 12,0 milliards d'euros au quatrième trimestre 2018 et a atteint 51,0 milliards d'euros sur l'ensemble de 2018.

\*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

## Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB\* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

# Hôtellerie

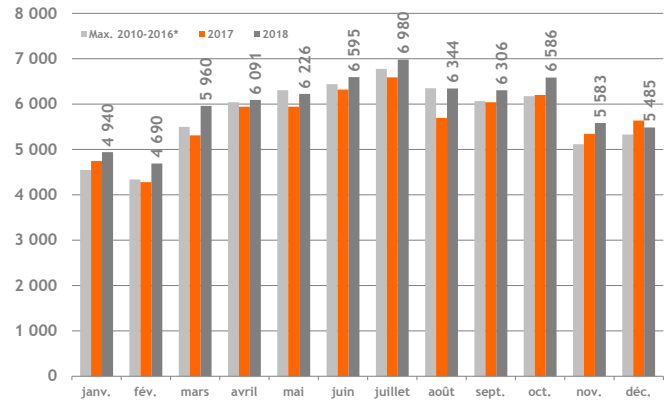
## nuitées dans les hôtels franciliens - 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - glissement annuel

**+ 2,8 %**

Dans la continuité des résultats observés depuis deux ans, le secteur de l'hôtellerie francilienne a globalement été favorablement orienté fin 2018 ; ainsi, en moyenne sur l'ensemble du quatrième trimestre 2018, le nombre de nuitées dans les hôtels de la région a augmenté de 2,8 % par rapport à la même période de 2017. Il convient de souligner que cette augmentation a été impulsée uniquement par la clientèle étrangère (+ 6,5 %) tandis que le nombre de nuitées de la clientèle hexagonale se repliait de 1,5 %. Par ailleurs, la tendance haussière a été moins marquée qu'aux trimestres précédents (+ 7,1 % au troisième trimestre) ; en effet, sur fond de mouvements sociaux, le nombre de nuitées en Ile-de-France a enregistré en décembre une première baisse (- 2,7 % par rapport à décembre 2017) après 25 mois d'augmentation. Malgré tout, sur l'ensemble de 2018, le nombre de nuitées hôtelières a franchi pour la première fois le cap des 70,0 millions (71,8 millions, soit + 5,5 % par rapport à 2017).

## Nombre de nuitées dans l'hôtellerie

(données brutes)



Source : Insee Ile-de-France (champ : hôtels de 0\* à 5\*)

\* : la série « Max. 2010-2016 » correspond au maximum du nombre de nuitées de chacun des mois de 2010 à 2016

# Trafic aéroportuaire

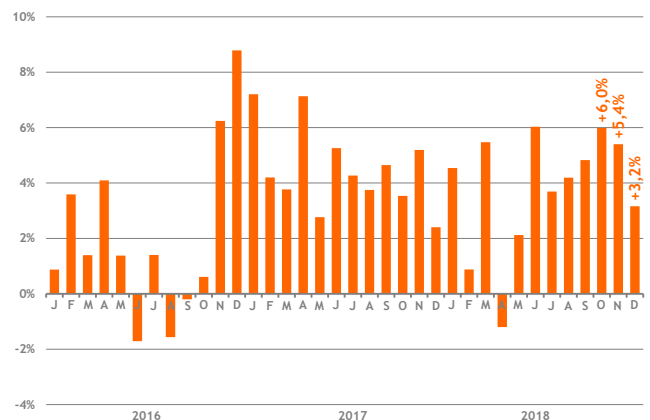
## trafic passagers - 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - glissement annuel

**+ 4,9 %**

Le trafic passagers de Paris Aéroport a évolué favorablement fin 2018. Ainsi, en moyenne sur l'ensemble du quatrième trimestre 2018, la hausse s'est élevée à 4,9 % par rapport à la même période de 2017. Mensuellement, les hausses sur un an ont été comprises entre 3,0 % et 6,0 %, celle de décembre étant la moins marquée du trimestre (+ 3,2 %). Les tendances positives enregistrées tout au long de 2018 (à l'exception de la baisse de 1,2 % causée en avril par des mouvements sociaux) ont permis à Paris Aéroport d'établir un nouveau record annuel au-delà des 105,0 millions de passagers. Cette évolution favorable en 2018 a été à l'œuvre aussi bien à Orly (+ 2,0 %) qu'à Roissy (+ 3,7 %) ; il est à noter que ce dernier, deuxième aéroport européen, a franchi pour la première fois le cap des 70,0 millions de passagers annuels.

## Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

## Industrie

### Sérieux coup de frein fin 2018

Si le quatrième trimestre 2018 avait débuté sous de bons auspices grâce à un mois d'octobre dynamique, l'activité dans l'industrie francilienne a ensuite très nettement ralenti en novembre et décembre sous l'effet du recul de la demande intérieure. Par conséquent, le taux d'utilisation des capacités de l'outil productif a encore diminué et est resté en deçà de sa moyenne de longue période.

Les carnets de commandes sont malgré tout restés bien garnis, ce qui permet aux chefs d'entreprise franciliens d'anticiper une reprise d'activité – même légère – à brève échéance, notamment dans les sous-secteurs industriels les plus en difficulté.

## Bâtiment et travaux publics

### Décélération de l'activité dans le bâtiment

Après avoir déjà vu sa progression se modérer temporairement au premier trimestre 2018, l'activité du BTP en Ile-de-France a de nouveau marqué le pas fin 2018 ; il faut néanmoins dissocier le bâtiment dont la production a décéléré au quatrième trimestre 2018 et les travaux publics qui ont confirmé leur dynamisme au cours de la période ; qui plus est, le ralentissement du volume d'affaires du bâtiment a été observé, tant pour le gros œuvre que pour le second œuvre. Néanmoins, les carnets de commandes sont bien garnis, ce qui permet aux chefs d'entreprise du secteur d'anticiper un rebond de leur activité à court terme. Parallèlement, les travaux publics sont restés fortement sollicités par les importants projets d'aménagement dans la région et cette tendance devrait se prolonger dans les mois à venir.

## Services marchands non financiers

### Une activité pénalisée par le climat social

Au quatrième trimestre 2018, l'activité dans les services marchands non financiers franciliens a progressivement ralenti. En effet, certains secteurs ont été pénalisés par le climat social troublé, notamment en décembre ; parmi ceux-là, la location automobile a été affectée par les blocages routiers et l'hôtellerie-restauration a subi les annulations de dernière minute des touristes.

Les professionnels du secteur des services sont malgré tout confiants quant à l'évolution future de leurs volumes de prestations ; de nouvelles embauches sont donc envisagées, notamment dans les transports, dans l'ingénierie informatique ou encore dans le conseil pour les affaires et la gestion.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.  
[www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france](http://www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france)

## Dossier du trimestre

### Les salons de Paris Ile-de-France : un écosystème d'exception à la disposition des entreprises franciliennes

Destination leader sur le segment du tourisme d'agrément, Paris Ile-de-France l'est aussi pour l'organisation de salons. Avec 700 000 m<sup>2</sup> de surfaces d'exposition répartis sur une vingtaine de sites dédiés, Paris Ile-de-France possède en effet l'offre d'infrastructures la plus riche du monde pour accueillir des salons et reçoit chaque année, en plus des nombreux congrès et événements d'entreprises, près de 450 salons (grand public, professionnels, mixtes), 100 000 exposants et 9 millions de visiteurs.

Pour les entreprises, aller exposer sur un salon est notamment l'occasion de prospecter de nouvelles clientèles, d'augmenter leur chiffre d'affaires, notamment à l'export, de faire connaître leur offre, de s'informer sur le marché, de développer leur stratégie commerciale et de communication, d'entretenir leurs réseaux ou encore de mobiliser leurs équipes autour d'un événement fédérateur. Mais quel est le degré d'utilisation de cet outil par les entreprises franciliennes ? La participation à un salon en tant que visiteur est un réflexe bien ancré dans la vie des entreprises franciliennes puisque 55 % d'entre elles visitent au moins un salon par an. Le territoire local prime en termes de visites puisque neuf entreprises franciliennes sur dix qui se rendent sur un salon comme visiteur le font sur un salon d'Ile-de-France. En revanche, les entreprises s'y rendent beaucoup moins souvent en tant qu'exposantes. 82 % des entreprises franciliennes interrogées déclarent ne jamais exposer, 8 % exposer une fois, 7 % deux à trois fois et 3 % quatre fois ou plus par an.

Si la majeure partie des exposants sont de petites entreprises, plus les entreprises sont grandes, plus elles auront tendance à exposer. Ainsi, 64 % des grandes entreprises (de 500 salariés ou plus) exposent sur au moins un salon contre 34 % des moyennes entreprises (entre 50 et 499 salariés) et 16 % des petites (moins de 50 salariés). En effet,

la petite taille de l'entreprise rend bien souvent la démarche plus difficile (gestion du temps/homme, budget nécessaire, etc.).

Les entreprises et a fortiori les plus petites justifient par plusieurs raisons leurs réticences à exposer. Ainsi, 61 % des PME ne voient pas (à tort ou à raison) l'intérêt pour leur activité, 51 % jugent les coûts de participation trop élevés, 20 % estiment que leur présence sur un salon est trop compliquée à organiser et 14 % manquent d'informations et d'accompagnement pour se lancer. Le média salon est pourtant un réel apporteur d'affaires. En 2018, en prenant en compte les retombées liées à la participation à un salon et les 9 mois qui suivent, les entreprises de moins de 10 salariés y ont réalisé en moyenne 68 000 € de chiffre d'affaires, celles de 10 à 49 salariés 246 000 € et celles de 50 salariés ou plus 658 000 €. Cela se traduit par un chiffre d'affaires global de 20 milliards d'euros pour 7 millions de contrats signés par les entreprises ayant exposé sur les salons franciliens.

Au-delà du chiffre d'affaires, l'indicateur du retour sur investissement est à prendre en considération. Celui-ci est nettement positif quels que soient le secteur étudié et le type de salons (professionnels et grand public). Pour 1 € investi par une entreprise, sa présence sur un salon à Paris Ile-de-France lui rapporte 2 € en moyenne pendant la manifestation et 8 € dans les neuf mois qui suivent. Par ailleurs, 77 % des PME franciliennes rentabilisent leur investissement dès leur première participation à un salon en tant qu'exposant.

#### Pour en savoir plus :

« Les salons de Paris Ile-de-France : un écosystème d'exception à la disposition des entreprises franciliennes »,  
Enjeux Ile-de-France du Crocis n°210, mars 2019,  
étude téléchargeable sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)

#### Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

#### Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr) dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

**CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08**  
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : [crocis@cci-paris-idf.fr](mailto:crocis@cci-paris-idf.fr)

Retrouvez toutes nos publications sur [www.crocis.cci-paris-idf.fr](http://www.crocis.cci-paris-idf.fr)  
Suivez nous sur Twitter [https://twitter.com/CROCIS\\_CCI\\_IDF](https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF)

Responsable : Isabelle SAVELLI  
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN  
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER  
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL  
Services : Bénédicte GUALBERT  
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX  
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX  
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI  
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE  
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI-THIAULT  
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France  
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépot légal : avril 2019

ISSN : 1266-3255